



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**N° 13/2025 AE**

Arrêté du **13 JUIN 2025**

complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°13/2016 AE du 23 février 2016  
relatif à l'extension par regroupement de l'élevage porcin exploité par  
la SCEA DE KERSCAO au lieu-dit Kerscao (siège social) à KERNILIS

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment les Titres II et VIII du Livre 1<sup>er</sup>, le Titre 1er du Livre II et le Titre 1er du Livre V (parties législative et réglementaire) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 5 septembre 2003 modifié portant mises en application obligatoire de normes ;

**VU** l'arrêté du 5 septembre 2003 relatif aux vérifications auxquelles doit procéder le responsable de la mise sur le marché des matières fertilisantes et de support de culture normalisés ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral régional du 24 mai 2024, établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie approuvé par l'arrêté préfectoral n° 29-2021-01-12-006 du 12 janvier 2021 ;

**VU** les Déclarations d'Utilité Publique des captages de Triéven Coz (communes de GARLAN, SAINT-JEAN-DU-DOIGT et PLOUEZOC'H) et de Lannuchen (commune du FOLGOËT) et de la prise d'eau de Banniguel (commune de KERNILIS) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°13/2016 AE du 23 février 2016, complété par l'arrêté préfectoral n°36-2017/AE du 27 avril 2017, autorisant la SCEA DE KERSCAO exploiter un élevage porcin au lieu-dit Kerscao à KERNILIS ;

**VU** le dossier présenté le 6 mars 2024 par la SCEA DE KERSCAO concernant l'extension par regroupement de l'activité naissance de l'élevage porcin ;

**VU** le courrier de demande de compléments adressé au pétitionnaire le 24 octobre 2024 ;

**VU** le complément déposé le 20 novembre 2024 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°0052901231 du 17 janvier 2024, portant décision de dispense d'évaluation environnementale après examen au cas par cas en l'application de l'article R122-3 du code de l'environnement ;

**VU** le rapport n°2025 00858 en date du 26 février 2025 de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées (DDPP) ;

**VU** le projet d'arrêté transmis par courriel au pétitionnaire le 11 juin 2025 ;

**VU** les autres pièces du dossier ;

**CONSIDÉRANT** les éléments techniques du dossier ;

**CONSIDÉRANT** l'arrêté n°0052901231 du 17 janvier 2024 portant décision de dispense d'évaluation environnementale après examen au cas par cas pour le projet d'extension de la SCEA DE KERSCAO à KERNILIS ;

**CONSIDÉRANT** que la SCEA DE KERSCAO augmente ses effectifs porcins de 1 412 animaux-équivalents sur le site de Kerscao et que la restructuration conjointe de la SCEA DE KERSCAO à KERNILIS, de l'EARL DE KERBRAT à KERNILIS et de la SCEA DU BOIS à St FREGANT, entraîne une augmentation de seulement 1 % (+ 76 animaux-équivalents) en effectifs supplémentaires entre les trois entités ;

**CONSIDÉRANT** que les études agronomiques présentées, notamment à travers les PVEF, démontrent la capacité à gérer de manière agronomique les effluents produits sur les terres du plan d'épandage sans provoquer de surfertilisation ;

**CONSIDÉRANT** que l'audit réalisé dans le cadre de l'évaluation des risques de débordement a relevé des actions à réaliser, sans échéancier de réalisation, et qu'il est nécessaire de fixer un délai de mise en œuvre des actions préventives relevées dans l'audit ;

**CONSIDÉRANT** qu'il apparaît, au terme de la procédure d'instruction, que la demande présentée par le pétitionnaire et les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement et que le respect des prescriptions permet de ramener à un niveau acceptable les dangers ou inconvénients des installations, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

**CONSIDÉRANT** que l'intéressé n'a pas d'observation sur le projet d'arrêté susvisé ;

**SUR LA PROPOSITION** de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

### **ARRÊTE**

**Article 1er** : Les articles 1-1, 2.1, 2-2, 2-3, 9, 20, 20-1 et les annexes I et 3 de l'arrêté préfectoral n° 13/2016 AE du 23 février 2016 susvisé sont modifiés comme suit :

#### **Article 1.1** - Exploitant titulaire de l'autorisation

La SCEA de Kerscao est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le site de Kerscao à Kernilis (siège social) un élevage porcin dont les effectifs sont répartis comme suit :

- 625 porcs reproducteurs avec 900 places utiles,
- 4 790 porcs de plus de 30 kg (porcs de production) avec 5 220 places utiles,
- 200 porcs de plus de 30 kg (cochettes non saillies) avec 200 places utiles,
- 4 130 porcs de moins de 30 kg (3 440 places utiles nurserie + post-sevrage+ 60 places de PS futurs reproducteurs)

**L'effectif en présence simultanée ne pourra à aucun moment excéder celui figurant dans le tableau de l'article 2-1 suivant.**

**Article 2.1** – Liste des installations concernées par trois rubriques de la nomenclature des installations classées et deux de la nomenclature eau

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume de l'activité	Régime (*)
3660 (ICPE)	Elevage intensif de porcs : b) avec plus de 2000 emplacements pour les porcs de productions (de plus de 30kg)	4 790 emplacements pour les porcs de production	A
2781 (ICPE)	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute c) la quantité de matières traitées étant inférieure à 30 t/j	29,99 t/jour	DC
4330 (ICPE)	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée.  La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :  2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t .	5,1 t	D

1.1.1.0 (eau)	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	1 forage	D
2.1.5.0 (eau)	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :  2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha .	1,2 ha	D

(\*) A (autorisation) ; D (Déclaration) ; DC (déclaration avec contrôle périodique)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

#### **Article 2.2** - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, section et parcelles suivantes :

Commune	Site	Sections	Parcelles/îlots
KERNILIS	Kerscao	ZA	3- 7- 79- 161 196- 197- 198- 199 200- 201 - 202

#### **Article 2.3** - Autres limites de l'autorisation :

La production annuelle de l'élevage est limitée à 24 000 porcelets et 14 150 porcs engraisés sur le site de Kerscao.

#### **Article 9** - Périmètre d'éloignement

L'exploitation du forage implanté à moins de 35 mètres des bâtiments et annexes d'élevage existants est maintenue sous réserve des obligations suivantes :

- des analyses sur eau brute doivent être réalisées chaque année sur les paramètres E.coli, entérocoques, nitrates, nitrites et ammoniacque ;
- l'eau du forage doit être réservée à l'alimentation des animaux et à l'entretien des bâtiments d'élevage ; toute mise à disposition (personnel, élaboration de produits alimentaires, location, ...) est interdite en l'absence d'autorisation préfectorale.

L'exploitation des bâtiments et annexes d'élevage existants (P 5, P6, P7, la fabrique d'aliments et les silos) situés à moins de 100 mètres des habitations de tiers est maintenue.

En lieu et place des bâtiments d'élevage (P7-2, P 8-2, P8-3, P8-4) à déconstruire et des bâtiments (P8-1 et P10) à désaffecter, situés à moins de 100 mètres d'un tiers, l'exploitant peut implanter 4 silos de céréales situés également à moins de 100 mètres du même tiers, conformément au dossier déposé et à ses annexes.

La mise en œuvre de ces désaffectations et déconstructions doit être effectuée **dans un délai de 2 ans** à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 20** – *Gestion des effluents*

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaire à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigés vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents

**Les actions préventives relevées dans l'audit des risques de déversements d'effluents doivent être mises en œuvre dans un délai de 6 mois à compter de la notification de cet arrêté.**

#### **Article 20-1 - Identification des effluents ou déjections**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections suivantes :

Effluents à gérer		Volume	Kg N	Kg P2O5	Kg K2O
SCEA de Kerscao	Lisier de porcs + boues de lavage d'air (100%)	12517 m <sup>3</sup>	54835	30461	33722
	Fumier de porcs		3397	2965	3832
EARL de Kerbrat	69 % du lisier de porcs produit	1889 m <sup>3</sup>	9790	5503	6035
SCEA du Bois	55 % du lisier de porcs produit	278 m <sup>3</sup>	1000	558	612
	100 % du fumier de bovins produit		807	324	1152
Entrée en méthanisation		Volume	Kg N	Kg P2O5	Kg K2O
	Lisiers (55 % du lisier à gérer)	8000 m <sup>3</sup>	35364	20209	22338
	Fumiers (bovins et porcins)	1050 tonnes	4200	3691	5996
	Végétaux et déchets	745 tonnes	4165	1221	5146
Digestat produit		9795 m <sup>3</sup>	43730	25121	33479
Entrée en centrifugation		Volume	Kg N	Kg P2O5	Kg K2O
	Lisier de porcs (45% du lisier entré)	6440 m <sup>3</sup>	28470	16269	17983
	Digestat (66% du digestat produit)	5419 m <sup>3</sup>	24192	13897	18521
Phase solide		Volume	Kg N	Kg P2O5	Kg K2O
	Refus frais	846 tonnes	13613	27150	2555
	Compost produit exporté hors ZAR	524 tonnes	10890	27150	2555
Phase liquide		Volume	Kg N	Kg P2O5	Kg K2O
	Centrat entré en réacteur biologique	11234 m <sup>3</sup>	40839	3017	33949
	Effluent traité à épandre	14120 m <sup>3</sup>	5445	3017	33949



L'épandage des produits issus des traitements sont les suivants :

Effluents liquides	EARL de Kerbrat	SCEA du Bois	SCEA des Cypres
Digestat	369 m <sup>3</sup> (9%)	896 m <sup>3</sup> (20%)	3111 m <sup>3</sup> (71%)
Effluent épuré	3345 m <sup>3</sup> (24%)	10775 m <sup>3</sup> (76 %)	/
Kg N	2937	8155	13891
Kg P2O5	1662	4600	7980
Kg K2O	9307	28968	10635

#### **Annexe 1**

l'annexe 1 modifiée est jointe au présent arrêté.

#### **Annexe 3 (7ème alinéa) :**

Une convention est établie avec la coopérative PORELIA qui assure la mise sur le marché pour 499 tonnes de compost contenant 10 312 kg d'azote et 25 689 kg de phosphore exprimé en P2O5.

**L'exploitant est tenu de mettre à jour cette convention pour l'export de 524 t de compost normalisé prévu au dossier, dès réalisation de l'extension des effectifs porcins.**

#### **Article 2 : conditions générales**

S'appliquent à l'installation les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 3660 (élevages de porcs de plus 2000 porcs de production et/ou de plus de 750 truies) : arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié ;
- prescriptions générales de l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1
- prescriptions de l'arrêté du 5 septembre 2003 modifié portant mises en application de normes ;
- prescriptions de l'arrêté du 5 septembre 2003 relatif aux vérifications auxquelles doit procéder le responsable de la mise sur le marché des matières fertilisantes et de support de culture normalisés ;
- prescriptions des Déclarations d'Utilité Publique des captages de Triéven Coz (communes de GARLAN, SAINT-JEAN-DU-DOIGT et PLOUEZOC'H) et de Lannuchen (commune du FOLGOËT) et de la prise d'eau de Banniguel (commune de KERNILIS) ;
- prescriptions de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- prescriptions de l'arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511.

### **Article 3 : mesures de publicité**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
  - Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
  - L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.
- L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **Article 4 : délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative (tribunal administratif de Rennes) par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet <https://www.telerecours.fr> :

- 1) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement en raison des inconvénients ou des dangers que l'installation présente pour les intérêts fixés aux articles L. 181-3 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
  - b) la publication de la décision sur le site Internet de la Préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).


En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de la présente décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux.

En cas de recours administratif par un tiers intéressé, l'auteur est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif.

## **Article 5 : exécution**

Le secrétaire général de la Préfecture du Finistère, le sous-préfet territorialement compétent, le maire de la commune d'implantation de l'élevage, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (direction départementale de la protection des populations), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,  
le secrétaire général,



François DRAPÉ

### **Copie transmise à :**

- Sous préfecture de BREST
- Mairie de KERNILIS
- Direction départementale de la protection des populations (service environnement)
- Direction départementale des territoires et de la mer
- SCEA DE KERSCAO – Kerscao - KERNILIS



## **ANNEXE I**

### **PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LE SUIVI DE L'UNITÉ DE TRAITEMENT BIOLOGIQUE**

#### **1] Aux fins de contrôle, sont placés :**

- **Un débitmètre sur la conduite d'amenée du lisier brut et du digestat** à la fosse de pré-centrifugation ou au bassin d'aération avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser les volumes respectifs entrant en centrifugation.
  - Dans le cas de recirculation partielle ou totale des boues biologiques, un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le poids ou le volume recirculé. Les boues biologiques sont recirculées dans la fosse de pré-centrifugation.
- **Un dispositif permettant un prélèvement représentatif de lisier brut et de digestat entrant dans la station.** La canalisation d'amenée du lisier à la fosse de pré-centrifugation ou au bassin d'aération est équipée préférentiellement d'une vanne manuelle permettant le prélèvement d'un échantillon de lisier brut. Tout autre système de prélèvement devra être justifié techniquement.
- **Un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des refus de séparation de phase produits.** S'il n'existe pas de dispositif de mesure permettant l'enregistrement en continu, l'éleveur réalise pour chaque période du bilan matière un état des stocks « début » et un état des stocks « fin » dans le hangar de stockage des refus :

Quantités de refus produites sur la période = stocks fin + quantités épandues + quantités transférées - stock début

- **Un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume des boues biologiques produites.** S'il n'existe pas de dispositif de mesure permettant l'enregistrement des volumes en continu, l'éleveur réalise pour chaque période du bilan matière un état des stocks « début » et un état des stocks « fin » dans la fosse de stockage des boues et calcule les quantités produites au regard des quantités de boues épandues :

Quantités de boues produites sur la période = stocks fin + quantités épandues - stock début

Cette méthode impose le calibrage préalable du stockeur de boues ou du décanteur et le cas échéant, l'utilisation d'un MES - mètre pour évaluer la hauteur de boues dans le décanteur.

- **Un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit.** S'il n'existe pas de dispositif de mesure permettant l'enregistrement des volumes d'effluent produits en continu, l'éleveur réalise pour chaque période du bilan matière un état des stocks « début » et un état des stocks « fin » dans la fosse de stockage de l'effluent et calcule les quantités produites au regard des quantités d'effluents irrigués :

Quantités d'effluent produit sur la période = stocks fin + quantités épandues - stock début

Cette méthode impose le calibrage préalable de la lagune.

- Un compteur volumétrique est installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation.
- Un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération, pour les différentes pompes et brasseurs ;
- Un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

L'installation des débitmètres est conforme à la norme correspondant au dispositif en place, celui-ci doit être accessible. Le bon fonctionnement des débitmètres est vérifié annuellement (à l'aide d'un débitmètre à effet Doppler ou par contrôle des niveaux de marnage en fosse).

## **2] Aux fins de prélèvements représentatifs sont placés :**

- Un enregistrement des résultats d'analyse des différents types de lisier entrant dans la station.
- Une vanne de prélèvement sur la conduite d'arrivée des boues biologiques (sortie décanteur) au stockeur.
- Une vanne de prélèvement sur la conduite d'amenée de l'effluent épuré (sortie décanteur) à la lagune.
- Une vanne de prélèvement sur la conduite d'amenée de l'effluent (sortie lagune) au réseau d'irrigation.

## **3] Autosurveillance - Suivi régulier.**

On entend par « autosurveillance », la « surveillance » réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Aussi, à la demande de l'inspection, l'exploitant est tenu de fournir toutes les données gérées et détenues par l'assistance technique et si nécessaire les faire imprimer sur support papier ou sous un support numérique le cas échéant.

On entend par « bilan matière » :

Un bilan des volumes de lisier brut et digestat traités et des volumes ou poids de boues, effluent et refus de séparation de phase produits pendant la période.

Les analyses portent sur les paramètres suivants : MS, NTK,  $\text{NH}_4^+$ , Pt exprimé en  $\text{P}_2\text{O}_5$ , Kt exprimée en  $\text{K}_2\text{O}$ ).

- Une analyse de lisier brut entrant station. L'échantillon de lisier brut est prélevé après 30 minutes de brassage minimum de la fosse de réception.
- Une analyse du refus de séparation de phase. L'échantillon est prélevé en sortie de centrifugeuse. Un échantillon moyen est constitué à partir de 5 à 10 prélèvements élémentaires.
- Une analyse de boues. L'échantillon est prélevé au moment de l'épandage quand elles sont épandues. Un prélèvement est réalisé après 30 minutes de brassage minimum de la fosse de stockage de boues ou un échantillon moyen est constitué à partir de 5 à 10 prélèvements élémentaires pris tout au long du chantier d'épandage.
- Une analyse de l'effluent épuré. L'échantillon est prélevé au moment de l'épandage. L'analyse porte en plus sur les paramètres suivants  $\text{NO}_2^-$ ,  $\text{NO}_3^-$ , Ngl. Un échantillon moyen est constitué manuellement à partir de 5 à 10 prélèvements élémentaires pris tout au long du chantier d'épandage ou par utilisation d'un système d'électrovane sur la conduite de refoulement de la pompe d'irrigation.
- Dans le cas d'épandage de lisier brut de valeur fertilisante différente de celui traité ou d'épandage de lisier centrifugé, une analyse de cet effluent est réalisée. Un prélèvement est réalisé après 30 minutes de brassage minimum de la fosse de stockage de lisier à épandre ou un échantillon moyen est constitué à partir de 5 à 10 prélèvements élémentaires pris tout au long du chantier d'épandage.

Le bilan fait état de la synthèse du fonctionnement de l'unité de traitement et précise sur les valeurs des résultats d'analyses et sur la période concernée, les quantités d'azote et de phosphore abattues par rapport à la quantité initiale traitée.

Au terme de l'année de fonctionnement nominal, si le fonctionnement est satisfaisant, le service des installations classées peut émettre un avis favorable à l'allègement de la transmission des bilans de fonctionnement.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois.

Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification notable du process), la procédure correspondant à la « mise en charge » est appliquée à nouveau pour une période de 6 mois.

Dans le cadre de l'auto surveillance, l'exploitant procède :

- Chaque jour à :
  - Un relevé du volume de lisier brut entrant ;
  - Une vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
  - Une vérification de l'évolution du potentiel redox, si il y a une sonde redox, ou de la conductivité, si il y a une sonde de conductivité ;
  - Une vérification de la température (turbines immergées) ;
  - Une vérification de l'alimentation en lisier brut et des quantités de boues recirculées dans l'unité de traitement ;
- Chaque semaine à :
  - La vérification des systèmes d'alarmes et aux relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,...). Les relevés des compteurs peuvent être effectués par un automate.
  - La réalisation de tests rapides  $\text{NH}_4/\text{NO}_2/\text{NO}_3$  dans le réacteur (2 fois par semaine minimum pendant la phase de montée en charge et ensuite au minimum 1 fois par semaine).
  - Un contrôle visuel de l'étanchéité, de l'intégrité et du bon fonctionnement des ouvrages, canalisations, vannes et fermetures y compris au niveau de la lagune de stockage. Les résultats de ce contrôle font l'objet d'un enregistrement sur le cahier d'exploitation. Les dysfonctionnements sont systématiquement enregistrés.
- Chaque mois à :
  - Une analyse de lisier brut dès la fin de montée en charge de la station et après toute modification (vidange des fosses, extension de l'élevage, prestation de traitement pour élevages tiers,...) de nature à modifier de façon notable la qualité et l'homogénéité du lisier entrant. La durée de cette période d'analyses est de un an avec au minimum 4 analyses réalisées par un laboratoire agréé, les autres pouvant être réalisées par des tests rapides.
- Chaque-semestre :
  - Les bilans avec les analyses associées sont adressés au service des installations classées et sont annexés au cahier d'exploitation.
- Chaque début d'année :
  - Un état des stocks des volumes de lisiers bruts et de co-produits de traitement présents dans l'ensemble des ouvrages de traitement correspondants
- En continu à :
  - La consignation, dans un cahier d'exploitation, des mesures de volumes, des relevés de compteurs et les résultats des tests rapides ainsi que toute intervention, dysfonctionnement, anomalie ou panne au niveau de la station biologique et de la centrifugeuse susceptible d'entraîner une perturbation du traitement sans exception. Ce cahier est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
  - La consignation, dans le cahier de fertilisation et/ou sur les bordereaux de livraisons si utilisation de terres mises à dispositions (volumes et valeurs N, P et K), de toutes les informations relatives à l'épandage de lisier et de produits issus du traitement, y compris des opérations d'irrigation de l'effluent épuré.
  - La consignation, dans le cahier d'enlèvement, de toutes les informations relatives au transfert de produits issus du traitement auquel sont joints les bons correspondants.

### **Méthode d'échantillonnage et analyses**

Une attention toute particulière est apportée à l'échantillonnage du lisier brut. Tout écart significatif entre les quantités traitées (récapitulées dans le bilan matière), épandues (récapitulées dans le cahier de fertilisation) et les valeurs du dossier installations classées, non lié à une variation significative de cheptel, est de nature à remettre en cause la représentativité de cet échantillonnage et, le cas échéant,

à imposer la réalisation d'un état des stocks précis de l'ensemble des lisiers présents dans les bâtiments d'élevage.

Dans tous les cas les méthodes de comptabilisation des volumes et d'échantillonnage adaptées à la configuration de la station sont décrites dans un manuel d'auto surveillance joint au cahier d'exploitation.

Les analyses sont réalisées conformément aux méthodes normalisées en vigueur (ISO, AFNOR, CE,...) par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les échantillons prélevés sont représentatifs de la masse globale à analyser. Ils sont effectués après brassage ou mélange de plusieurs prélèvements élémentaires. Les échantillons constitués sont réfrigérés et acheminés au laboratoire sous 48 heures au maximum.

#### **Bilan de l'auto surveillance :**

Un bilan annuel de l'auto-surveillance est réalisé par l'exploitant lui-même ou par un prestataire technique selon le choix de l'exploitant. Cette validation de l'auto surveillance consiste à :

- Effectuer un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité de la totalité des ouvrages de stockage et de traitement, des vannes, canalisations aériennes ou enterrées.
- Effectuer un contrôle des débitmètres à l'aide d'un débitmètre à effet doppler ou par contrôle des niveaux de marnage en fosse.
- Effectuer un contrôle du fonctionnement des alarmes de la station de traitement et du dispositif d'irrigation.
- Effectuer un contrôle du fonctionnement et de l'intégrité du dispositif d'irrigation.
- Produire une synthèse annuelle du fonctionnement de la station à partir des bilans matières et des analyses réalisées.

Les rapports des organismes tiers détaillant les points contrôlés, les conclusions de cette auto surveillance et la transcription des opérations éventuelles de maintenance sont conservés par l'exploitant.

#### **Tierce expertise**

Une tierce expertise par un organisme reconnu indépendant peut être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de cette tierce expertise consiste à :

- Établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter ;
- Effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en œuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans...);
- Vérifier la "traçabilité de l'azote et du phosphore" (correspondance N et P théoriques CORPEN / N et P réellement traités et exportés, cohérence N et P entrant dans la station / N et P dans les co-produits).

Le contenu détaillé de l'expertise est signifié par écrit, au préalable, à l'organisme indépendant concerné.

A l'issue de cette expertise, un rapport détaillé est adressé au service des Installations Classées.

## **4] Prévention des incidents et accidents**

En vue de prévenir d'éventuels dysfonctionnements et rejets au milieu, l'exploitant est tenu :

- D'installer et d'assurer le fonctionnement de dispositifs d'alerte visuelle pour un défaut de turbine, pour un défaut de démarrage, pour un défaut de brasseur, pour un défaut de transit des volumes de lisiers traités et bruts ;
- D'installer et d'assurer le fonctionnement de dispositifs d'arrêt automatique de sécurité au niveau du système d'irrigation d'effluent épuré ;
- D'installer, le cas échéant, des regards rehaussés d'eaux pluviales sur le bâtiment abritant la centrifugeuse en vue de prévenir tout risque de pollution induite par une éventuelle fuite de lisier brut ou centrifugé ;

- De suivre les recommandations consignées dans le cahier des charges du constructeur et de l'installateur (conservé sur l'exploitation) concernant le démontage et le remontage de la canalisation d'arrivée de lisier à la centrifugeuse et notamment de vérifier la bonne cohésion du système après remontage ;
- De limiter les périodes d'irrigation d'effluent épuré aux périodes durant lesquelles les conditions météorologiques sont favorables (vents faibles ou nuls) ;
- D'afficher à destination de l'ensemble des intervenants une procédure d'alerte et de gestion interne des pollutions ou incidents.



